CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES
DU

9 - 02 - 2000
après-midi

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES – C 115

QUESTION

– de Mme **Claudine Drion** au secrétaire du Commerce extérieur sur la CNUSED (n° 919)

Orateurs : **Claudine Drion** et **Pierre Chevalier**, secrétaire d'État au Commerce extérieur, adjoint au ministre des Affaires étrangères

COMMISSION
DES RELATIONS
EXTÉRIEURES

RÉUNION PUBLIQUE

MERCREDI 9 FEVRIER 2000

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE :

M. Georges CLERFAYT

La séance est ouverte à 15 h 13.

QUESTION

LA CNUCED

Question de Mme Claudine Drion au secrétaire d'État au Commerce extérieur sur "la CNUCED" (n° 919)

Mme **Claudine Drion** (Écolo-Agalev) : La CNUCED, je l'espère, continuera à garder son rôle de gardienne de l'équilibre entre le commerce et le développement, mais aussi de contre-poids à l'OMC.

Je m'inquiète du fait que certains pays aient tendance à diminuer le mandat et les moyens de la CNUCED.

Comment la Belgique, au sein de l'Union européenne, maintiendra-t-elle la position définie en vue de Seattle, à savoir de maintenir un certain nombre de principes au niveau du commerce et de maintenir une place aux pays du Sud ? Quelles sont les positions en présence ? Laquelle allons-nous défendre et comment pouvons-nous en évaluer l'impact avec le Parlement ?

M. **Pierre Chevalier**, secrétaire d'État (*en français*) : La CNUCED, créée par les Nations unies en 1964, se réunit

tous les quatre ans. La prochaine réunion, la dixième, se tiendra, du 12 au 19 février prochain, à Bangkok. La délégation belge y sera menée par le secrétaire d'État à la Coopération au développement, M. Boutmans, et moi-même. La conférence est précédée par une réunion de l'Union inter-parlementaire à laquelle comptent participer des représentants du Parlement belge.

Le thème central de la conférence est "la globalisation comme instrument du développement de tous les pays et de tous les peuples". Le plan d'action, sur lequel les participants à la conférence doivent se mettre d'accord, se concentre sur les stratégies de développement dans un monde de plus en plus interdépendant et sur le rôle que la CNUCED est appelée à jouer.

La position européenne est contenue dans ses "lignes de conduite" pour la participation à la dixième CNUCED. Cependant, il ne s'agit pas d'un mandat donné à la commission car les matières traitées à la CNUCED ne sont pas du ressort de l'article 133 du Traité européen : il ne s'agit pas de négociations commerciales ou d'accords commerciaux.

Le point de départ de la position européenne est que la libéralisation du commerce et des investissements sont des instruments fondamentaux du développement durable et de la globalisation. Ces outils ont été parmi les facteurs majeurs conduisant à la croissance économique des dernières décennies. Afin que la libéralisation puisse être bénéfique à tous les pays, il faut qu'elle soit complétée, au niveau national, par des institutions efficaces, par une bonne gestion, par des transferts de capitaux, par des investissements privés et par des fonds d'aide au développement d'une certaine ampleur. Une attention particulière pour la situation des pays en voie de développement, une meilleure coordination entre donateurs, investisseurs et pays récepteurs et un cadre juridique multilatéral renforcé constituent également des éléments importants.

L'Union européenne est donc d'avis que la CNUCED doit se concentrer sur ses tâches fondamentales : constituer un forum de concertation et de réflexion intergouvernementale, être un instrument majeur d'analyse et de recherche afin de pouvoir fournir des éléments nécessaires à la concertation et offrir une assistance technique aux pays en voie de développement, en vue d'une meilleure intégration de ceux-ci dans l'économie mondiale.

La CNUCED n'est pas un forum de négociations commerciales, ceci étant le rôle de l'OMC. Pour l'Union européenne, il ne s'agit donc pas d'utiliser la CNUCED-X comme tribune pour relancer le processus commercial multilatéral de l'OMC.

Par contre, la conférence à Bangkok présente une excellente opportunité d'approfondir le dialogue et la

concertation avec les pays en voie de développement (*confidence building*). Je compte me rendre à Bangkok pour y rencontrer bon nombre de mes collègues des pays en voie de développement.

La position que la Belgique compte défendre se trouve dans la ligne de celle de l'Union européenne. L'importance que notre pays attache au lien positif entre le commerce et le développement se reflète dans la présence des deux secrétaires d'État, responsables du Commerce extérieur et de la Coopération au développement. Tout comme l'Union européenne, la Belgique est d'avis que la CNUCED doit se concentrer sur les tâches-clefs et que ces priorités doivent se refléter dans son fonctionnement et dans le travail de son secrétariat.

M. **Claudine Drion** (Écolo-Agalev) : Je vous encourage à dépasser la position de l'Union européenne que je trouve trop techniciste par rapport à un développement uniquement envisagé sous l'angle de la croissance.

Les Nations unies elles-mêmes incluent d'autres dimensions, comme le développement humain, qui ne sont pas d'ordre économique.

M. **Pierre Chevalier**, secrétaire d'État (*en français*) : Je suis d'accord avec vous. Dans notre intervention à Bangkok, nous insisterons sur l'attachement de la Belgique à la CNUCED, en tant qu'instrument prioritaire dans notre politique de Coopération multilatérale.

Le **président** : L'incident est clos.

– *La réunion publique est levée à 15 h 23.*